



ARRETE MUNICIPAL N° A.2024.G.463

Interdisant la circulation Route de Viuz et Chemin rural de la Fin de Viuz - Commune de Faverges - Seythenex

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE FAVERGES -SEYTHENEX

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2213.1 à L. 2213.6 ;

VU Le Code de la Route, notamment les articles R. 411-5 à R. 411-8 ;

VU Le Code de la voirie routière ;

VU La loi n° 82.213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983 ;

VU L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par les textes subséquents ;

VU La demande de l'Entreprise GMTP en date du 05 novembre 2024,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'interdire la circulation des véhicules sur la Route de Viuz et sur le Chemin Rural de la Fin de Viuz afin d'effectuer des travaux de branchement d'une habitation au réseau d'eau potable.

- ARRETE -

ARTICLE 1 : Durant la période courant du lundi 25 novembre 2024 au vendredi 30 novembre 2024, la circulation des véhicules sera réglementée sur la Route de Viuz, au droit de l'intersection avec le Chemin Rural de la Fin de Viuz.

ARTICLE 2 : La circulation se fera à sens alterné, réglée par des moyens appropriés.

ARTICLE 3 : La vitesse sera limitée à 30 km/h et il sera interdit de doubler au droit du véhicule stationné.

ARTICLE 4 : Au cours de la période courant du lundi 25 novembre 2024 au vendredi 30 novembre 2024, la circulation des véhicules sera interrompue une journée sur la Route de Viuz, au droit de l'intersection avec le Chemin Rural de la Fin de Viuz.

ARTICLE 5 : Les véhicules seront déviés par la rue des Epinettes, la rue du Genevois, la rue de la Gare et la route de Thônes pour revenir vers la route de Viuz par l'autre côté de la zone de travaux.

ARTICLE 6 : Durant la période courant du lundi 25 novembre 2024 au vendredi 30 novembre 2024, la circulation des véhicules sera interdite sur le Chemin Rural de la Fin de Viuz.

ARTICLE 7 : Dans le cas de la réalisation de tranchées longitudinales et transversales sous chaussées Le découpage de la chaussée devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Pour éviter le poinçonnement de la couche de roulement, l'utilisation d'engins à chenille non équipées de dispositifs de protections est interdite.

L'intervenant est tenu de respecter la réglementation en vigueur notamment en termes de blindage des fouilles, de protection des piétons et de maintien des communications.

Le remblayage de la tranchée ainsi que la réfection définitive de la chaussée seront réalisés conformément à la fiche technique annexée au présent arrêté.

ARTICLE 8 : Dans le cas de la réalisation de tranchées longitudinales et transversales sous chaussées La fermeture provisoire de la tranchée sera réalisée en enrobé à froid
La fermeture définitive de la tranchée sera réalisée en enrobé à chaud
Le délai de garantie de la tranchée sera réputé expirer une année après la date de fin de validité de l'arrêté de la circulation ou la date de réalisation de la fermeture définitive de la tranchée. Jusqu'à ce jour, le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la chaussée définitivement reconstituée.

Si le marquage horizontal (rive, axe, zébras, passage piétons) est endommagé, il devra être reconstruit à l'identique.

Si les bordures de trottoirs ou les cunettes béton sont endommagées, elles devront être remplacées à l'identique.

ARTICLE 9 : La responsabilité du demandeur pourra être engagée du fait ou à l'occasion des travaux et en cas de manquement à ses obligations, notamment pour défaut ou insuffisance de la signalisation de chantier.

ARTICLE 10 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout manquement constaté entraînera l'arrêt du chantier.

ARTICLE 11 : Conformément à l'article 411-25 du Code de la Route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation prévue par l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967 précité qui sera effectuée par le demandeur sous le contrôle des Services Techniques communaux.

ARTICLE 12 : Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le responsable du poste de Police municipale de Faverges, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Faverges, Madame la Responsable des Services Techniques et Monsieur le demandeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.

Arrêté devenu exécutoire compte-tenu
De la publication le : 07 NOV. 2024
Notifiée à l'entreprise le : - 7 NOV. 2024

Fait le 05 novembre 2024,
Pour le Maire de Faverges-Seythenex,
L'Adjoint délégué
Marc BRACHET



Destinataires :

- * Gendarmerie.....1
- * Demandeur1
- * Centre de Secours1
- * Services Techniques.....1
- * Police Municipale.....1
- * Affichage.....1
- * Registre.....1
- * Communauté de Communes des sources du Lac d'Annecy1